



RSE BILAN 2016

Table des matières

A.	PRESENTATION ET METHODOLOGIE	4
1.	Présentation	4
2.	Méthodologie	4
B.	PRESENTATIONS DES RESULTATS	5
1.	Informations sociales	5
a.	Emploi.....	5
i.	<i>Effectif total et répartition par type de contrats</i>	5
ii.	<i>Répartition par sexe</i>	6
iii.	<i>Répartition par âge</i>	6
iv.	<i>Répartition par Zone géographique</i>	7
v.	<i>Intérimaires</i>	7
vi.	<i>Embauches</i>	7
vii.	<i>Départs</i>	8
viii.	<i>Rémunération et leur évolution</i>	8
b.	Organisation du travail	9
i.	<i>Organisation du temps de travail</i>	9
ii.	<i>Absentéisme</i>	9
c.	Relations sociales	10
i.	<i>L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.</i>	10
ii.	<i>Bilan des accords collectifs</i>	10
d.	Santé et sécurité	10
i.	<i>Conditions de santé et de sécurité au travail</i>	10
ii.	<i>Accidents de travail</i>	11
e.	Formation.....	11
i.	<i>Politiques mises en œuvre en matière de formation</i>	11
ii.	<i>Nombre total d'heures de formation</i>	11
f.	Egalité de traitement.....	12
i.	<i>Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes</i>	12
ii.	<i>Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des salariés handicapés</i>	12
g.	Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'organisation international du travail relatives à :	12
i.	<i>Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective</i>	12
ii.	<i>L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession</i>	13
iii.	<i>L'élimination du travail forcé ou obligatoire</i>	13
iv.	<i>L'abolition effective du travail des enfants</i>	13
2.	Informations Environnementales	14
a.	Politique générale en matière environnementale	14
i.	<i>Organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement</i>	14
ii.	<i>Actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement</i>	14

iii. Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions.....	14
iv. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.	14
b. Pollution.....	15
i. Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement.....	15
ii. Prises en compte des nuisances sonores et, le cas échéant, de toute autre forme de pollution spécifique à une activité.....	15
c. Economie circulaire.....	15
i. Prévention et gestion des déchets.....	15
ii. Utilisation durable des ressources.....	16
d. Changement climatique.....	17
i. les postes significatifs d'émissions de gaz à effets de serres générés du fait de l'activité de la société notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit.....	17
ii. Adaptation aux conséquences du changement climatique.....	17
e. Protection de la biodiversité : les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité.....	18
3. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable. 18	
a. Impact territorial, économique et social de l'activité.....	18
i. En matière d'emploi et de développement régional.....	18
ii. Sur les populations riveraines ou locales.....	18
b. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société.....	18
i. Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations.....	18
ii. Contribution et participation associatives du Groupe.....	18
c. Sous-traitance et fournisseurs.....	18
i. La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux.....	18
ii. Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale.....	19
d. Loyauté des pratiques.....	19
i. Actions engagées pour prévenir la corruption.....	19
ii. Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.....	19
e. Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme.....	19

A. Présentation et Méthodologie

1. Présentation

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), c'est « la responsabilité d'une entreprise vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique qui :

- contribue au développement durable, y compris par la santé et le bien-être de la société,
- prend en compte les attentes des parties prenantes,
- respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales,
- est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations. »

(Définition donnée par la norme ISO 26000)

Le droit français prévoit une liste de 43 indicateurs. Ces informations doivent figurer dans le rapport RSE intégré au rapport de gestion de la société concernée.

En France, elle s'impose aux sociétés cotées. Ainsi, DOM SECURITY est tenue d'établir un tel rapport. C'est la 3^{ème} année qu'un tel rapport est établi.

Enfin, la direction du Groupe entend développer sa démarche RSE pour à terme bâtir une politique de gestion de performances extra financières.

2. Méthodologie

Compte tenu de l'activité d'holding animatrice jouée par DOM SECURITY, la société a décidé d'établir son rapport RSE sur l'ensemble du périmètre du Groupe. Ainsi 15 sociétés ont été sollicitées pour transmettre leurs données. Ces données concernent l'exercice 2016, sur l'année civile. Le Périmètre diffère de celui de 2015 dans la mesure où les effectifs de DOM NL n'ont pas été comptabilisés en 2015.

UnéLa collecte des données dites 'quantitatives' essentiellement relatives aux données sociales environnementales, s'est faite par l'intermédiaire d'un tableau Excel à compléter. Ce document est adressé en priorité aux Responsables Ressources Humaines, Responsables Administratif et Financier, Comptables, en fonction de la taille et de l'organisation de la structure concernée.

La collecte des données dites 'qualitatives' et relatives aux aspects sociaux, sociétaux et environnementaux s'est faite par l'intermédiaire d'un fichier Word. Ce document est adressé en priorité aux Directeurs Généraux, Gérants ou Responsables de sites selon les cas.

La collecte des informations s'est déroulée sur la période du 15 janvier 2017 au 15 février 2017.

Les documents de collecte se sont accompagnés d'un formulaire expliquant la démarche et la méthodologie. Il précise les définitions et est disponible en français et en anglais.

Une personne référente au sein du groupe a également été désignée et un calendrier de travail défini.

Si l'ensemble des données ont été récoltées de manière quasi exhaustive sur l'aspect quantitatif ; les 15 sociétés du groupe ont complété le fichier, les données qualitatives mesurées ne concernent pas

nécessairement l'ensemble des sociétés du Groupe. En effet, seules 12 sociétés du groupe y ont apporté des éléments de réponse. Les sociétés OMNITECH SECURITY et DOM SUISSE n'ont pas répondu. DOM SECURITY n'est pas directement concernée par les questions au regard de son activité de holding.

Un référentiel en annexe 1 permet de détailler le périmètre de consolidation de chaque indicateur chiffré.

L'ensemble des données présentées dans le présent rapport s'entendent du périmètre consolidé sauf exception indiquée.

B. Présentations des résultats

1. Informations sociales

a. Emploi

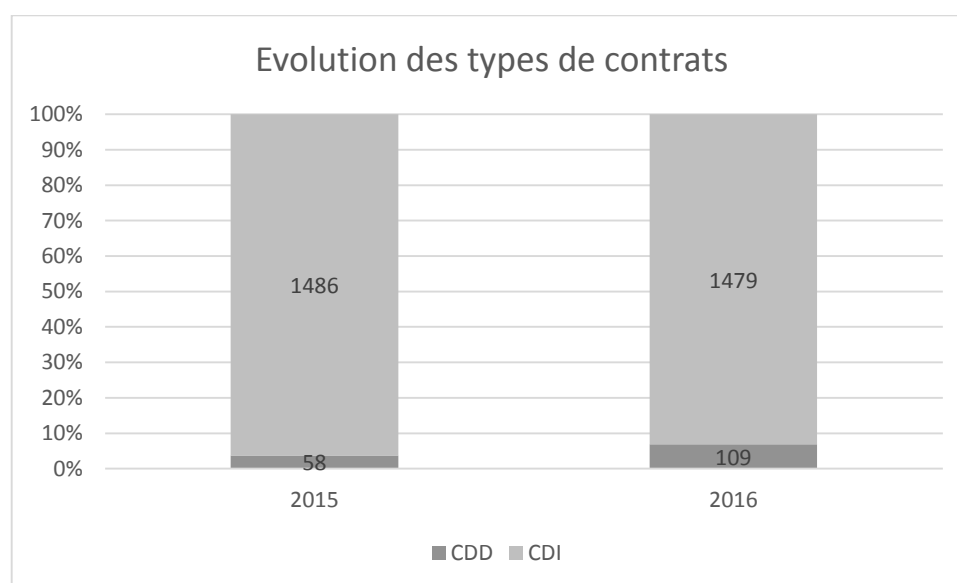
Le Groupe DOM SECURITY compte, hors intérim, 1 554 salariés au 31 décembre 2016 contre 1 588 salariés au 31 décembre 2015 (hors DOM NL).

L'effectif moyen (avec intérimaires) 2016 est de 1 572 salariés.

i. Effectif total et répartition par type de contrats

Au 31 décembre 2016, près de 94% des effectifs du Groupe sont en Contrat à Durée Indéterminée. Le tableau ci-dessous présente la répartition selon la catégorie professionnelle.

	Ouvriers	Employés	Managers	TOTAL 2016	Rappel Total 2015
Contrat à Durée Indéterminée	758	616	105	1 479	1 499
Contrat à Durée Déterminée	61	43	5	109	57
TOTAL 31/12/2016	819	659	110	1 588	1 556
%	51.6 %	41.5 %	6.9 %	100 %	



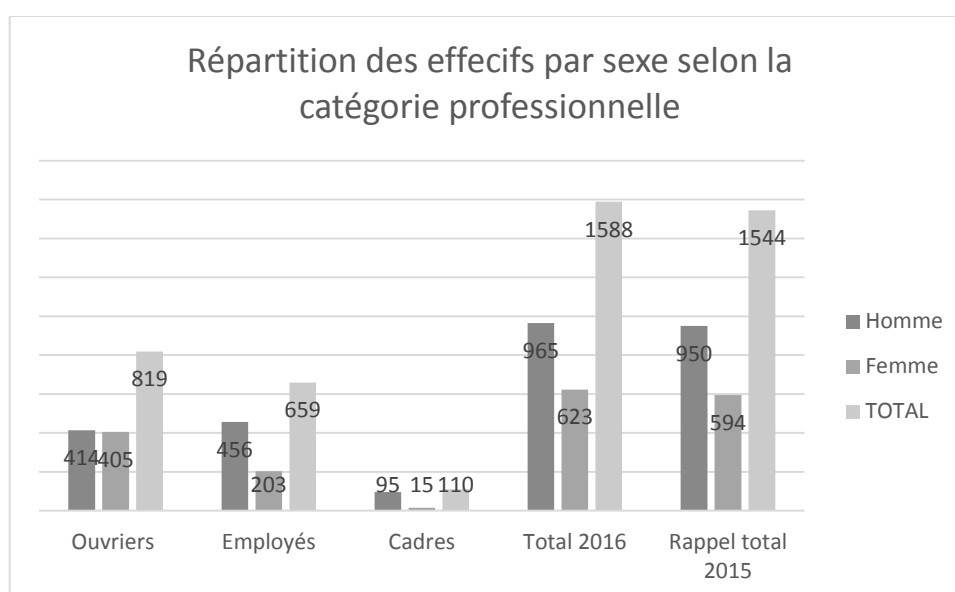
ii. Répartition par sexe

A la clôture de l'exercice 2016, 60,8 % environ des salariés permanents sont des hommes. En 2015, ils représentaient environ 61,5% des effectifs.

Dans l'industrie en 2012, seuls 28,5 % des postes étaient occupés par des femmes (source INSEE, observatoire des inégalités).

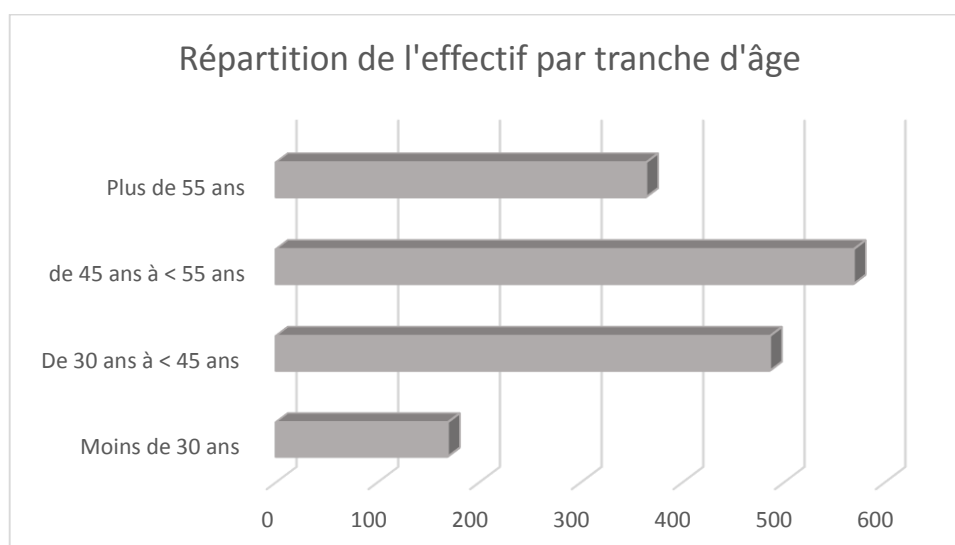
31/12/2016	TOTAL 2016	RAPPEL 2015
Hommes	60.8 %	61.6 %
Femmes	39.2 %	38.4 %
	100 %	100 %

Détail de la répartition des effectifs par sexe selon la catégorie professionnelle



iii. Répartition par âge

Au sein du groupe DOM SECURITY, la pyramide des âges est la suivante :



iv. Répartition par Zone géographique

Près des 2/3 de l'effectif du groupe DOM SECURITY se situe en dehors de la France. La répartition précise est la suivante :

	<i>France</i>	<i>HORS France</i>
<i>Effectif</i>	558	1 030
<i>% de l'effectif total Groupe</i>	35,1%	64,9%

v. Intérimaires

Sur l'ensemble du Groupe DOM SECURITY, 127 personnes étaient en contrat d'intérim au 31 décembre 2016 contre 33 l'année précédente.

vi. Embauches

Sur l'ensemble de l'année, au sein du Groupe DOM SECURITY, 187 salariés ont été embauchés selon la répartition suivante :

Type contrat	Effectif	% 2016	% 2015
CDD	66	35 %	57,6 %
CDI	121	65 %	42,4 %
Total	187	100 %	100 %

Sexe	Effectif	% 2016	% 2015
Hommes	104	56,6%	57,6 %
Femmes	83	43,4%	42,4 %
Total	187	100 %	100 %

En 2016, le groupe DOM SECURITY a majoritairement procédé à des recrutements en contrat à durée indéterminée (65 % des recrutements contre 57,6% en 2015).

La proportion des recrutements hommes-femmes tend à s'équilibrer (57%/43% en 2016 contre 58%/42% en 2015).

vii. Départs

Les départs sur 2016 pour l'ensemble du Groupe sont relativement stables par rapport à l'exercice précédent (153 départs en 2016 contre 145 en 2015). Il convient toutefois de préciser que le nombre de rupture pendant la période d'essai n'avait pas été mesuré en 2015. Le détail des départs est le suivant :

Motif		% 2016	Rappel % 2015
Ruptures conventionnelles		37,2 %	8,3 %
Démissions			19,3 %
Fin de CDD		9,2 %	7,6 %
Licenciements	Economique	5,9 %	22,1 %
	Faute grave	5,9 %	2,7 %
	Inaptitude		7,6 %
Retraites		30,1 %	32,4 %
Fin de période d’essai		11,8 %	NC
Total		100 %	100 %

Au niveau du Groupe DOM SECURITY, en 2016, les départs volontaires (démission, ruptures conventionnelles etc...) concernent 57 personnes et représentent 37,2% des départs et 3.6% des effectifs.

En 2015, ce sont 40 personnes qui ont volontairement quitté le Groupe soit 2,6 % des effectifs.

Sur la même période, seuls 18 licenciements ont été prononcés contre 47 licenciements en 2015.

Au 31 décembre 2016, 7 prud'hommes sont en cours et avaient pour motifs des licenciements sans cause réelle et sérieuse. Ce chiffre est stable par rapport à l'exercice précédent.

viii. Rémunération et leur évolution

Ces informations consolidées regroupent les filiales françaises et étrangères.

	2016	2015
Masse salariale hors charges (K€)	51 267	50 882

La masse salariale consolidée a augmenté de 0.7% à périmètre identique entre 2015 et 2016. Pour mémoire dans le même temps, l'effectif est resté quasi stable.

b. Organisation du travail

i. Organisation du temps de travail

Le Groupe DOM SECURITY s'engage à respecter les obligations légales et contractuelles en matière d'horaires de travail dans chacune de ses filiales. Le temps de travail est fonction de l'activité et des dispositions légales du pays.

ii. Absentéisme

En 2016, le Groupe DOM SECURITY a choisi de travailler sur l'absentéisme à partir de données chiffrées en heures. En 2015, ce travail avait été fait en jour rendant ainsi la comparaison difficile à établir en valeurs absolues.

	Heures d'absences 2016	%
Maladie	99 844	53,1 %
longue maladie et maternité/paternité ou congé parental	71 151	37,8 %
Accidents du travail	6 144	3,3 %
Autres absences événements familiaux, préretraites	5 438	2,9 %
absences injustifiées et/ou non payées	5 545	2,9 %
TOTAL	188 122	100 %

Parmi les motifs d'absence, la maladie reste le cas d'absentéisme le plus important avec plus de 53% des absences.

Pour mémoire sur le périmètre 2015, la répartition de l'absentéisme par type est rappelée ci-dessous :

Type d'Absence	% sur total d'absentéisme
Maladie	84,2 %
Accident du travail	4,8 %
Maternité / Paternité	9,5 %
Absences injustifiées	0,6 %
Evènements familiaux	0,9 %
Total	100 %

c. Relations sociales

i. L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.

Le dialogue social est organisé au sein de chaque structure selon la législation locale et les pratiques courantes au sein de l'entreprise.

Sur les 4 sociétés françaises ayant répondu aux questions, entre 6 et 11 réunions annuelles se sont tenues dans chaque structure avec les institutions représentatives du personnel (Comité d'entreprise, Délégués du Personnel, Délégation unique etc..)

D'autres réunions ont pu avoir lieu notamment chez DENY SECURITY avec les délégués syndicaux dans le cadre de la négociation d'accords collectifs.

Il convient par ailleurs de préciser que les sociétés françaises du groupe DOM SECURITY ont été invitées aux négociations de mise en place du comité de Groupe GROUPE SFPI. Le processus est en cours.

Au sein des structures étrangères, toutes, à l'exception de DOM UK (25 salariés) organisent des réunions avec les représentants du personnel. Ces réunions peuvent avoir lieu toutes les semaines, comme chez DOM Allemagne, ou périodiquement dans l'année entre 4 et huit fois selon les structures.

ii. Bilan des accords collectifs

Des accords collectifs ont été négociés dans la plupart des sociétés du Groupe.

Ces accords sont génériques, parfois uniques et anciens dans la plupart des sociétés étrangères du groupe. En France, les accords collectifs portent principalement sur le temps de travail, l'égalité professionnelle ou la rémunération (accord sur la pénibilité, l'emploi des seniors etc...).

En Allemagne, plus d'une vingtaine d'accords sont en vigueur au sein de DOM KG (accord sur les conditions de travail, l'organisation du travail etc...)

d. Santé et sécurité

i. Conditions de santé et de sécurité au travail

Les sociétés du Groupe qui étaient concernées par la mise en place d'un accord de pénibilité, ont pris les mesures nécessaires afin de combattre notamment le facteur risque lié aux travaux répétitifs et aux postures pénibles.

Le Groupe poursuit la politique d'hygiène et de sécurité des sites de production par le remplacement systématique des machines nécessitant une haute sécurité. C'est dans cette optique que la formation des salariés aux différents risques est effectuée et suivie grâce à la mise en place d'un document unique d'évaluation des risques.

Ces pratiques s'appliquent sur l'ensemble des sociétés du Groupe en France comme à l'étranger.

ii. Accidents de travail

En 2016, un travail important de collecte a été fait afin d'obtenir ces données pour l'ensemble des sociétés du Groupe. Toutefois 6 sociétés n'ont pas communiqué des données exploitables.

Aussi sur le périmètre retenu représentant 57% de l'effectif, 23 accidents ont été recensés en 2016. Le taux de fréquence, pour les sociétés concernées, varie de 0 à 60.76 (60.76 pour DOM UK). Le taux de fréquence consolidé est de 14,56.

S'agissant du taux de gravité, sur le même périmètre, est de 0,58.

En 2015, au niveau national, le taux de fréquence des accidents du travail des entreprises fabriquant des serrures et des ferrures (code NAF 2572Z) était de 14,8 et le taux de gravité de 0.9 (source assurance maladie - www.risquesprofessionnels.ameli.fr).

e. Formation

i. Politiques mises en œuvre en matière de formation

La gestion des formations au sein du Groupe DOM SECURITY est le fruit de bonnes pratiques à l'initiative de chaque filiale. La formation est essentiellement déterminée à partir des entretiens individuels et en fonction des besoins de l'entreprise.

Plusieurs sociétés incitent leurs salariés à se former afin d'être polyvalents. Cette politique permet d'améliorer la compétence de chacun et de faire face aux absences imprévues.

ii. Nombre total d'heures de formation

Les heures de formation sont comptabilisées sur l'ensemble du pôle à l'exception de la holding DOM SECURITY qui ne comptabilise pas la formation au regard de son faible effectif et de sa composition.

Le nombre d'heures de formation est rappelé dans le tableau ci-après :

	Nombre d'heures de formation total		Nombre d'heures de formation par salarié
	2016	2015	2016
Ouvriers	2 268,4	4 443	2,8
Employés	5 957,6	5 912,5	9,0
Cadres	1 491,2	1 275,5	13,6
TOTAL	9 717,2	11 631	6,1

Il convient de préciser que le reporting N-1 du présent tableau varie légèrement par rapport aux résultats présentés l'année dernière (-1.3%), ce qui n'est pas significatif. Nous retiendrons donc à titre de comparaison les données ci-dessus.

Il ressort des sondages que le nombre d'heures de formation est en recul de 17 % par rapport à 2015. En moyenne, ce sont les cadres qui bénéficient du nombre d'heures de formation moyen le plus élevé.

f. Egalité de traitement

i. Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Au sein du Groupe 60,8% des effectifs sont des hommes et 39,2 % des femmes.

Par catégorie professionnelle, la répartition homme-femme est la suivante:

	Ouvriers	Employés	Cadres	Total 2016
Homme	50,5 %	69,2 %	86,4 %	60,8 %
Femme	49,5 %	30,8 %	13,6 %	39,2 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

C'est au sein de la population de cadres, que la différence entre les effectifs hommes – femmes est la plus importante.

Certaines filiales du Groupe ont mis en place des accords sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Au sein de la société DOM METALUX, un travail de mise à jour des coefficients homme/femme par métier et sur l'égalité des salaires a été effectué. Pour autant aucun chiffre n'est disponible à ce jour.

ii. Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des salariés handicapés

Les sociétés prennent des mesures spécifiques en fonction du nombre de salariés handicapés présents dans leurs effectifs (*par exemple, installation de rampe d'accès*).

	2016	2015
Nombre de salariés handicapés (CDI et CDD)	88	85
% des effectifs	5.54%	5.46%

Au niveau consolidé, le groupe DOM SECURITY a légèrement amélioré le nombre de salarié qu'il emploie de 5.46% des effectifs à 5.54%. Ainsi le groupe se rapproche légèrement du seuil de 6%.

iii. Politique de lutte contre les discriminations

Le Groupe a mis en place au niveau de chacune des filiales, un plan d'action en faveur de l'emploi des seniors.

L'effectif global du Groupe étant de plus de 300 salariés, un contrat de génération a été mis en place au niveau de chacune des filiales.

g. Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'organisation international du travail relatives à :

i. Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

L'organisation du Groupe fait qu'il existe au sein de chaque structure, conformément aux dispositions du code du travail, une représentativité des salariés sous forme de délégation du personnel, délégation unique, comité d'entreprise.

ii. L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Bien qu'aucune donnée ne soit quantifiable sur ce point, le Groupe ne pratique aucune mesure discriminatoire dans ces différentes structures et est attaché à réduire toute forme d'inégalité qui pourrait être soulevée.

iii. L'élimination du travail forcé ou obligatoire

Les sociétés du Groupe sont essentiellement établies dans les pays membres de l'Union Européenne et ne sont pas concernées par ce point.

iv. L'abolition effective du travail des enfants

A l'exception des contrats de professionnalisation, les sociétés du Groupe n'embauchent que des personnes âgées de plus de 18 ans.

2. Informations Environnementales

a. Politique générale en matière environnementale

i. Organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

Le Groupe DOM SECURITY est très soucieux du respect de l'environnement et inscrit sa démarche active de protection de l'environnement dans une politique transparente de développement durable.

De par la nature de ses activités, l'exposition du Groupe DOM SECURITY aux risques environnementaux est mineure, et le Groupe n'a pas connu à ce jour d'incident spécifique de pollution en France ou à l'Etranger.

En fonction des quantités transformées ou consommées, des produits utilisés, ou des activités exercées, les sites français du Groupe DOM SECURITY sont soumis, dans le cadre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soit à déclaration et/ou à autorisation auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

Les filiales DENY SECURITY et DOM MCM sont ISO 14001. A l'étranger les sociétés sont le plus souvent qualifiées sous leurs standards nationaux; DOM TITAN en Slovénie ARSO est contrôlée par l'agence gouvernementale pour l'environnement et DOM NEDERLAND vise la certification MVO pour 2019.

Enfin, plusieurs structures du Groupe ont initié des audits énergétiques.

ii. Actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement

En sus de la formation reçue dans le cadre de la mise en place de l'ISO 14001 pour les sociétés concernées, l'ensemble des salariés du groupe est sensibilisé sur la conduite à tenir en cas de déversement accidentel, le respect des règles de tri sélectif, le tout, par le biais de fiches d'informations.

iii. Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Deux filiales, en 2016, ont la certification ISO 14001. Pour autant, chaque société du Groupe multiplie les actions de préventions des risques pour limiter les conséquences d'un éventuel accident (*double vérification, contrôle périodique des installations...*).

iv. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.

La société allemande DOM GmbH & co. KG est assurée pour les risques en matière d'environnement. Cette assurance est régulièrement actualisée.

Les sociétés DOM-TITAN et DOM POLSKA ont également contracté des assurances visant à les protéger d'un risque environnemental.

En France, la société DOM RONIS SAS doit verser à la Caisse des Dépôts et Consignation, une garantie financière au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Le montant de cette garantie s'élève à 138 325 €.

b. Pollution

i. Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Les différents sites de production mettent en place dans les ateliers un système de dépoussiérage industriel, en fonction des machines et outils utilisés. Sur certains sites, il existe des systèmes de bacs de rétention sur des cuves contenant des produits chimiques.

Les installations classées font l'objet de contrôle périodique par l'Inspecteur des installations classées.

Le passage progressif du fioul au gaz de ville permet de limiter le risque de pollution dans nos sites de production.

Par ailleurs, la majorité des sociétés du Groupe a mis en place une procédure opérationnelle en cas de situation d'urgence.

Enfin, d'une manière générale, la certification ISO 14001 ainsi que les contrôles de la DREAL accroissent la rigueur dans la gestion des déchets et la mise en place des mesures en matière de prévention de la pollution.

ii. Prises en compte des nuisances sonores et, le cas échéant, de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

L'activité des sociétés du Groupe n'est pas génératrice de nuisance sonore particulière, et sur les postes où cela est nécessaire, les salariés sont équipés de bouchons auditifs.

Il existe une exception pour la société DOM RONIS qui effectue des contrôles périodiques dans le cadre des obligations liées aux installations classées pour la protection de l'environnement.

c. Economie circulaire

i. Prévention et gestion des déchets

- Les mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets

Aux différents stades de la production la plupart des sociétés du groupe prennent des mesures pour réduire leurs déchets.

Dès la conception des produits, plusieurs sociétés ont opté pour l'éco conception que cela soit en matière de choix des matériaux (DOM KG, DOM METALUX) ou dans limitation des consommations d'énergie (DOM TITAN) ou encore dans l'utilisation de matériaux recyclés pour la fabrication ou l'emballage des produits (EURO ELZETT, PICARD SERRURES).

Un effort particulier est fait par les sociétés du groupe pour utiliser des matériaux recyclés dans le cadre des packagings.

Au stade final, la plupart des déchets fait l'objet d'un tri et est recyclé. En effet, dans le cadre du recyclage beaucoup de déchets sont valorisés. Il s'agit notamment de l'acier, de l'inox, de l'aluminium, du laiton, etc...

Plusieurs formules sont utilisées pour le recyclage des déchets :

- Les filières spécialisées,
- Le retour au fournisseur,

Sur les 15 sociétés du Groupe, 11 sociétés ont communiqué le volume des déchets de métaux recyclés en 2016 et en 2015. DOM NL n'a communiqué que ses données 2016. Ces sociétés représentent 70,3% des effectifs et 57% du chiffre d'affaires.

En 2015, 1 500 tonnes de métaux environ ont été recyclés et 1 700 tonnes environ en 2016 soit une augmentation de l'ordre de 19%.

- ***Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire***

Le groupe DOM SECURITY n'est pas concerné par la mise en œuvre d'actions particulière en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire.

ii. Utilisation durable des ressources

- ***la consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales***

La nature de l'activité des sociétés ne nécessite pas une surveillance particulière concernant la consommation d'eau. En effet, celle-ci est réduite à un usage domestique.

Cette année DOM SECURITY a évalué la consommation d'eau au niveau du pôle. Sur les 15 sociétés sollicitées, 13 sociétés ont précisé leur consommation annuelle soit 94% du chiffre d'affaires et 97% des effectifs. Seules les sociétés OMNITECH SECURITY ET DOM SECURITY n'ont pas ces données. Toutefois au regard de la nature de leurs activités et de leurs effectifs, la consommation d'eau est marginale.

En 2015, la consommation d'eau s'est élevée à environ 22 600 m3 et à 20 300 m3 environ en 2016 soit une diminution de 10,5 % de la consommation à périmètre identique.

Cette diminution provient essentiellement de la société DOM POLSKA qui a modifié ses habitudes de nettoyage dans le cadre de son activité de production entraînant une diminution de plus de 1 000 m3 d'eau consommés à elle seule (-36%).

Toutefois, la société DOM RONIS dont l'activité est exploitée sur un site classé, contrôle sa consommation d'eau dans le cadre des obligations liées aux installations classées pour la protection de l'environnement.

- ***La consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation***

Outre des investissements dans des machines optimisant les imbrications des pièces dans les tôles pour générer moins de déchets, les sociétés du groupe poursuivent leurs efforts en matière :

- De conception des produits grâce à l'écoconception,
- L'utilisation de matières premières recyclables,
- Le recyclage effectif de matières premières,
- L'utilisation d'emballages recyclés

- **La consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables (consommation de gaz et d'électricité)**

Les relevés de ces indicateurs pour 2015 et 2016 permettent de constater les données suivantes :

	2016	Rappel 2015	Variation
Consommation électrique en Kwh	15 187 850	13 923 011	+ 9%
Consommation de Gaz	10 402 472	11 203 979	-7%

Les consommations électriques ont été relevées sur 14 sociétés à l'exception de la holding et celles de gaz sur 12 sociétés pour 2016 soit 87% des effectifs ou 89% du chiffre d'affaires.

S'agissant des ressources naturelles, le Groupe dispose, dans certaines structures, de moyens spécifiques de prélèvement des ressources (DOM-TITAN en Slovénie dispose d'une centrale électrique hydraulique) pour lesquels, il s'assure de limiter au maximum l'impact sur l'environnement.

Enfin, chaque rénovation de bureaux et de bâtiments industriels est l'occasion d'une amélioration de la dépense énergétique des bâtiments.

- **Utilisation des sols**

Le Groupe DOM SECURITY ne prélève pas de ressources particulières dans les sols dans le cadre de son activité.

d. Changement climatique

- i. les postes significatifs d'émissions de gaz à effets de serres générés du fait de l'activité de la société notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit***

L'impact des émissions de gaz à effet de serre n'est pas quantifié au niveau du Groupe. L'activité du Groupe ne permet pas, par nature, de mesures fortes dans ce domaine.

Toutefois des mesures de contrôle des émissions d'énergie sont régulièrement prises.

Cette année, le groupe a pris des mesures pour quantifier sa consommation de fioul. Il en ressort une consommation en 2016 de 254 Klitres consommées pour 12 sociétés ayant répondu à la question soit 59% des effectifs ou 66% du chiffre d'affaires. Cette consommation de fioul représente 750 à 800 tonnes de CO2 émis (source Total).

Les sociétés DENY SECURITY et PICARD SERRURES ont décidé en 2016 de changer leur système de chauffage pour passer du fioul au gaz de ville.

Par ailleurs, les sociétés du Groupe ont changé une partie de leur organisation afin d'optimiser leurs livraisons.

- ii. Adaptation aux conséquences du changement climatique***

Globalement, les sociétés commencent à mettre en place progressivement des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques.

En France, la société DOM RONIS a mis en place des procédures particulières en période de canicule (horaires modifiés, ...).

e. Protection de la biodiversité : les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Des mesures spécifiques commencent à être prises à ce jour au niveau du Groupe. En effet, chaque société s'assure de préserver au maximum, l'environnement dans lequel elle est située (*protection des rivières, contrôle des rejets, double protection de cuves en cas de fuites, etc*).

Pour autant l'activité des sociétés du Groupe DOM SECURITY ne permet pas de fortes actions sur ce point.

3. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

a. Impact territorial, économique et social de l'activité

i. En matière d'emploi et de développement régional

Nos principaux sites de production en France sont tous situés en Province. Chaque société a un impact différent sur son environnement selon qu'elle soit située en zone rurale ou périurbaine. Des classements locaux peuvent exister pour souligner l'importance d'une société au sein d'un bassin d'emploi. A ce jour seule DOM RONIS est apparue dans un classement local sans qu'il ne soit à ce stade possible d'en tirer des conséquences.

ii. Sur les populations riveraines ou locales

Les effectifs de nos sociétés sont essentiellement composés de population recrutée localement. Depuis toujours, le Groupe privilégie la conservation des emplacements historiques pour un investissement long terme avec les populations.

b. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société.

i. Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

Chaque société du Groupe gère ses relations avec le tissu économique et scolaire local (*présentation de l'entreprise, accueil de stagiaires, d'apprentis, etc*).

ii. Contribution et participation associatives du Groupe

Au niveau local, les sociétés du Groupe participent aux activités associatives sous forme de dons faits aux associations à but non lucratif.

Les sociétés entretiennent des relations étroites avec les établissements d'enseignement, notamment professionnel.

c. Sous-traitance et fournisseurs

i. La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

La plupart des sociétés du Groupe prennent en compte la proximité géographique dans le choix de leurs fournisseurs et sous-traitants.

D'autres sociétés vont plus loin et effectuent des audits qualité chez leurs fournisseurs et sous-traitants voire vérifient qu'ils sont à jour de leurs charges et sont en règle avec la législation sociale de leur pays.

ii. Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

La sous-traitance n'est pas significative au sein du Groupe DOM SECURITY.

Le recours à la sous-traitance peut couvrir de nombreux domaines mais essentiellement utilisé pour le traitement de surface : le chromage, zingage, nickelage,...

Pour les sous-traitants et les fournisseurs, certaines sociétés du Groupe s'appuient pour des raisons de fiabilité des produits, de sécurité générale et financière, pour leur sélection, sur des organismes de cotation (DENY SECURITY, DOM KG), d'autres peuvent effectuer leur propre audit (DOM-TITAN).

De manière générale, au moment de la qualification des fournisseurs, un questionnaire prenant en compte les questions environnementales leur est envoyé.

Des audits environnementaux sont effectués chez les fournisseurs pouvant avoir un impact environnemental.

d. Loyauté des pratiques

i. Actions engagées pour prévenir la corruption

Il existe au sein du Groupe DOM SECURITY un code de déontologie qui permet de prévenir les risques liés à la corruption et à la fraude.

ii. Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Les sociétés du Groupe respectent les normes en vigueur et notamment les prescriptions liées à leur certification (par exemple : ISO 14001, TÜV, VDS, Sicherheitsinstitut). Par ailleurs, il faut noter que toutes les filiales françaises du Groupe DOM SECURITY sont certifiées ISO 9001,

e. Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

Le Groupe DOM SECURITY contribue, à son niveau, par ses actions quotidiennes respectueuses des travailleurs, de l'environnement et des parties prenantes, au respect des droits de l'homme.

ANNEXE REFERENTIEL :

2016			% / effectif total	% du CA	OBSERVATI ONS
INFORMATIONS SOCIALES					
EMPLOI					
1	Effectif total et répartition par type de contrats	15	100%	100%	
2	Répartition par sexe	15	100%	100%	
3	Répartition par âge	15	100%	100%	
4	Répartition par Zone géographique	15	100%	100%	
5	Intérimaires	15	100%	100%	
6	Embauches	15	100%	100%	
7	Départs	15	100%	100%	Source comptes consolidés
8	Rémunération et leur évolution	15	100%	100%	
ORGANISATION DU TRAVAIL					
9	Organisation du temps de travail	Non chiffrée			
10	Absentéisme	14	99,75%	98,40%	
RELATIONS SOCIALES					
11	L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.	Non chiffrée			
12	Bilan des accords collectifs	Non chiffrée			
SANTE ET SECURITE					
13	Conditions de santé et de sécurité au travail	Non chiffrée			
14	Accidents de travail	9	56,92%	42,16%	
FORMATION					
15	Politiques mises en œuvre en matière de formation	Non chiffrée			
16	Nombre total d'heures de formation	14	99,75%	98,40%	
EGALITE DE TRAITEMENT					
17	Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	15	100%	100%	
18	Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des salariés handicapés	15	100%	100%	
19	politique de lutte contre les discriminations	Non chiffrée			
PROMOTION ET RESPECT DES SIPULATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL RELATIVES A:					
20	Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	Non chiffrée			
21	L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	Non chiffrée			
22	L'élimination du travail forcé ou obligatoire	Non chiffrée			
23	L'abolition effective du travail des enfants	Non chiffrée			
INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES					
POLITIQUE GENERALE EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE					
24	Organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	Non chiffrée			

25	Actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement	Non chiffrée			
26	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	Non chiffrée			
27	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.	Non chiffrée			
POLLUTION					
28	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	Non chiffrée			
29	Prises en compte des nuisances sonores et, le cas échéant, de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	Non chiffrée			
ECONOMIE CIRCULAIRE					
30	Prévention et gestion des déchets	Non chiffrée			
	<i>Métaux</i>	11	70,30%	57,05%	
	<i>Papiers et autres</i>	9	845%	73,40%	
31	Utilisation durable des ressources				
	<i>Eau</i>	13	97,35%	94,30%	
	<i>électricité</i>	14	99,75%	98,40%	
	<i>Gaz</i>	12	87,22%	89,50%	
CHANGEMENT CLIMATIQUE					
32	les postes significatifs d'émissions de gaz à effets de serres générés du fait de l'activité de la société notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit	12	65,80%	59,02%	
33	Adaptation aux conséquences du changement climatique	Non chiffrée			
34	Protection de la biodiversité	Non chiffrée			
INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIETAUX RELATIFS AU DEVELOPPEMENT DURABLE					
IMPACT TERRITORIAL, ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITE					
35	En matière d'emploi et de développement départemental régional	Non chiffrée			
36	Sur les populations riveraines ou locales	Non chiffrée			
RELATIONS NETRETENUES AVEC LES PERSONNES OU LES ORGANISATIONS INTERESSEES PAR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE					
37	Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	Non chiffrée			
38	Contribution et participation associatives du Groupe	Non chiffrée			
SOUS TRAITANCE ET FOURNISSEURS					
39	La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	Non chiffrée			
40	Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	Non chiffrée			
LOYAUTE DES PRATIQUES					
41	actions engagées pour prévenir la corruption	Non chiffrée			
42	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	Non chiffrée			
43	Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	Non chiffrée			